

# **Le Canada est un pays libéral, mais...**

Sébastien St-Arnaud  
Université de Montréal

Paul Bernard  
Université de Montréal

Johanne Boisjoly  
Université du Québec à Rimouski

Préparé pour la « Troisième Conférence Nationale de la Recherche sur les Politiques », Ottawa, 29 novembre au 2 décembre 2000

## **Résumé :**

*Suivant les travaux de Gøsta Esping-Andersen, plusieurs études ont identifié divers régimes de sécurité sociale en Europe et en Amérique du Nord : social-démocrate, conservateur, libéral et latin. Nous tentons de confirmer l'existence de tels modèles de sécurité sociale en examinant une multitude d'indicateurs sociaux au moyen d'analyses de classification hiérarchique. L'élaboration d'un tel modèle d'analyse ouvre la porte à des analyses comparatives et chronologiques permettant de situer le Canada dans les mondes du « capitalisme providentiel ».*

## **Le Canada est un pays libéral, mais...**

Au cours de la dernière décennie, la littérature nous a proposé une série d'instruments permettant d'évaluer l'évolution sociale dans les sociétés occidentales et de comparer les différents pays du monde sur la base de séries de descripteurs. Parmi les travaux les plus connus qui présentent des comparaisons internationales<sup>1</sup>, on peut noter l'indice de développement humain (IDH) de l'ONU, l'Indice de progrès social (ISP) de Richard Estes et l'Indice de qualité de vie (QOL) d'Ed Diener. Ces instruments, communément appelé indices composites, portent tous des noms différents, puisque c'est ainsi qu'ils se distinguent les uns des autres et marquent la spécificité de leur apport. Toutefois, un examen approfondi des objectifs poursuivis au moyen de ces indices composites nous permet de constater, règle générale, que ces instruments ne parviennent pas à distinguer les pays avancés entre eux, mais seulement à les opposer aux pays en voie de développement. Par exemple, l'IDH fait l'examen de tous les pays du monde sur la base de trois dimensions fondamentales : éducation, espérance de vie et niveau de vie minimal de la population. Les résultats issus d'un tel indice sont très discutables quand il s'agit de comparer les pays les plus avancés entre eux, car leurs situations globales, sur la base de ces trois dimensions, sont sensiblement les mêmes.

---

<sup>1</sup> Andrew Sharpe présente quatre types d'indices composites (international, national, infra-national et les benchmarks (des ensembles d'indicateurs sociaux)) dans SHARPE, (1999) *A survey of indicators of economic and social Well-being*.

L'intérêt scientifique d'une analyse comparative des pays avancés ne doit pas s'arrêter à une hiérarchisation suivant une échelle de modernisation, mais plutôt contribuer à comprendre les dynamiques entourant la configuration interne des choix politiques et fiscaux des sociétés en fonction de l'interdépendance entre les gains économiques (performance sur le marché économique) et les dépenses sociales (sécurité sociale, santé, éducation, culture, ménage et travail). Ainsi, une analyse comparative des pays avancés doit principalement porter sur les mécanismes qui permettent à une société de se développer autant sur le plan économique que sur le plan social. À une époque où les sociétés vivent quotidiennement le phénomène de la mondialisation, une telle orientation de recherche devient primordiale pour mieux comprendre et anticiper les effets de cette ouverture sur le monde. Malheureusement, la littérature offre très peu d'instruments quantitatifs qui ont la capacité de mesurer les différents choix politiques des sociétés suivant cette logique d'ensemble qui recoupe l'efficacité économique et les dépenses sociales.

L'analyse comparative des sociétés avancées nous permet de croire qu'il existe en effet des différences fondamentales quant à la gestion des politiques sociales dans les pays avancés. Ces différences ont été examinées à maintes reprises depuis le début des années 90 par des auteurs qui se sont intéressés à définir les types de système de protection sociale en Europe et en Amérique du Nord (Esping-Andersen, 1990; Leibfried, 1993; Gough, 1996; Goodin, 1999). La typologie élaborée par Gøsta Esping-Andersen (1990) et transformée un peu plus tard par Stephan Leibfried (1993) est sans doute celle qui a le plus retenu l'attention des chercheurs. Cette typologie, construite à partir de certaines considérations théoriques sur les politiques sociales et suivant l'étude des principales politiques publiques en matière de sécurité sociale, a identifié quatre types de régime de sécurité sociale : social-démocrate, conservateur, libéral et latin. Le tableau 1 ci-dessous illustre les différences qui existent entre les types de régimes quant aux choix politiques élaborés pour affronter les différents risques sociaux ; il identifie aussi les principaux pays associés à ces types.

Tableau #1 La typologie des régimes de sécurité sociale

<b>Gøsta Esping-Andersen</b>			<b>Stephen Leibfried</b>
<b>Régime Social-Démocrate</b>	<b>Régime Conservateur</b>	<b>Régime Libéral</b>	<b>Régime Latin</b>
* Universaliste * Redistribution pour l'atteinte de l'égalité * Importance de l'État (Produit tous les services)	* Institutionnel (classes) * Assurance (on reçoit des bénéfices selon ses contributions) * Importance de la famille (population vue comme un ensemble de regroupements)	* Approche résiduelle * Politique ciblée et d'assistance, examen des moyens de subsistance * Importance du marché (le marché doit répondre au besoin de chacun)	* Rudimentaire * Dispositifs résiduels * Protection sociale instaurée plus tardivement * Tradition et influence catholiques importantes * Difficulté à s'adapter à la mondialisation...
Danemark	Autriche	Australie	Espagne
Finlande	Belgique	Canada	Portugal
Pays-Bas	France	Japon	Italie
Norvège	Allemagne	Suisse	Grèce
Suède	Italie	États-Unis	France
		Royaume-Uni	

(Tiré de Esping-Andersen: 1990, et, Leibfried: 1993)

Dans la logique du régime social-démocrate, les inégalités produites par le développement économique doivent être réduites par des dépenses sociales. L'objectif est d'atteindre une société plus égalitaire par des programmes universels. Les tenants de cette perspective soutiennent que le développement social peut aussi contribuer au développement économique (par exemple, investir en éducation pour former travailleurs et gestionnaires qui vont favoriser la croissance économique). Les principaux pays associés à ce modèle, où l'État joue un rôle central, sont les pays scandinaves.

Le modèle libéral est pour sa part axé sur la performance économique et sur l'efficacité. Les pays anglo-saxons forment le contingent principal du deuxième regroupement. Ces pays misent sur l'économie pour répondre aux besoins de tous et chacun et évitent le plus possible les dépenses dans les programmes sociaux, dépenses qui risquent de réduire la performance économique. L'État, par des politiques ciblées d'assistance (politiques résiduelles), ne fournit qu'un minimum aux plus démunis après un examen de leurs moyens.

Le troisième modèle est le régime conservateur, qui correspond principalement aux pays continentaux européens. Ce modèle vise à maintenir la stabilité de la société en dépit des chocs que peut occasionner l'économie. Les programmes

sociaux dans ce modèle permettent aux gens de maintenir une certaine stabilité économique; et quand la situation l'exige, la famille se doit d'intervenir pour subvenir aux besoins de ses membres en difficulté.

Le dernier modèle, regroupant les pays latins, a été proposé par Stephen Leibfried (1993). Celui-ci considère que les pays situés dans le sud de l'Europe ont un régime de sécurité sociale de même type. Ces pays sont caractérisés par des politiques sociales assez rudimentaires, un dispositif résiduel de politiques, une forte tradition chrétienne qui influence certains choix politiques et entraîne une difficulté à s'adapter à la mondialisation. Tout comme dans le modèle conservateur, la famille devient un appui important lorsque les gens sont en difficultés. L'existence de ce type de régime de sécurité sociale est toutefois quelque peu contestée dans la littérature. Esping-Andersen (1999) considère que ce modèle méditerranéen possède des caractéristiques beaucoup trop similaires au modèle conservateur pour s'en distinguer. Mais il admet que les pays de l'Europe du sud ont des caractéristiques qui sont beaucoup moins développées que celle du modèle conservateur, ce qui oblige à pousser plus loin les recherches sur ce quatrième type.

L'objectif de la présente recherche est de démontrer qu'il existe effectivement des différences quant aux choix faits par les sociétés pour articuler les décisions politiques en regard de l'interdépendance entre les dépenses sociales et la performance économique. Notre tâche première sera de voir s'il est possible de confirmer l'existence de la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried sur les modèles de régime de sécurité sociale en examinant une multitude d'indicateurs sociaux au moyen d'analyses de classification hiérarchique. L'élaboration d'un tel modèle d'analyse ouvre la porte à des analyses comparatives permettant de situer le Canada dans les mondes du « capitalisme providentiel », ce que nous tenterons de réaliser dans un second temps. Situer notre société par rapport à d'autres sociétés de référence nous permet de voir ses possibles évolutions en tenant compte à la fois de son passé (« path dependency ») et des contraintes créées par son environnement international.

Pour vérifier la véracité de la typologie des régimes de sécurité sociale de Esping-Andersen et de Leibfried, une analyse de classification hiérarchique a été réalisée sur un ensemble de variables. Ce type d'analyse n'est pas totalement nouveau car certains auteurs ont déjà tenté de confirmer cette typologie en utilisant des ensembles limités de variables se rapportant à la sécurité sociale et utilisant l'analyse de classification hiérarchique<sup>2</sup>. Ian Gough (à paraître) a, pour sa part, développé tout récemment un modèle axé sur trois dimensions de l'assistance sociale se rapportant à la couverture, à la structure des programmes et à la générosité des redistributions offertes par ces programmes. Son analyse a confirmé en partie la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried, à laquelle il ajoute de nouveaux types, correspondant aux résultats de ses travaux antérieurs, plus qualitatifs (Gough, 1996). Toutefois, le fait de négliger certaines dimensions sociales (santé, éducation..) et économiques (chômage, croissance du P.I.B) permet plus difficilement de caractériser pleinement les situations sociales et les processus politiques qui poussent les gouvernements à répondre aux risques sociaux vécus par la société.

Herbert Obinger et Uwe Wagschal (à paraître) ont, pour leur part, confirmé les récents travaux de Francis G. Castles (1999) sur la définition des modèles d'organisation des politiques publiques dans les sociétés hautement industrialisées. Leur modèle d'analyse, composé de dimensions sociales et économiques de la politique, confirme la typologie de Castles, qui comprend quatre types d'organisation des politiques publiques. Les différents regroupements de pays issus de leurs analyses évoquent la même typologie de Esping-Andersen et de Leibfried mais, sous des appellations différentes : les pays anglo-saxons pour le régime libéral, les pays continentaux pour le régime conservateur, les pays scandinaves pour le régime social-démocrate et les pays de l'Europe du Sud pour le régime Latin.

Bien que l'étude de Obinger et Wagschal confirme la présence de quatre modes de gestion des politiques publiques, le choix d'un ensemble assez considérable de variables économiques (P.I.B. par habitant, ouverture de l'économie

---

<sup>2</sup> Les pionniers dans ce domaine ont été Olli Kangas (1994) et Charles C. Ragin (1994).

(exportation et importation), balance des biens et services, etc.) par les auteurs reflètent un désir de vouloir regrouper les pays sur la base de « combien il est dépensé » au lieu « de comment sont organisés » les diverses politiques publiques. Cette orientation d'analyse néglige d'une part, comment l'État s'organise pour aider les gens à faire face aux différents risques sociaux, et d'autre part, réduit l'explication du processus entourant la mobilisation politique des acteurs qui confrontent les divers risques sociaux. Le fait d'omettre ces deux axes ne permet pas de bien rendre compte des dynamiques entourant la configuration interne des choix politiques et fiscaux des sociétés.

La présence de certaines variables ayant un impact très important sur le regroupement des régimes est une autre critique que l'on peut attribuer au modèle d'Obinger et Wagschal. Nous pensons que l'implication de certaines variables reflétant la composition des partis politiques (par exemple, le pourcentage de membres de parti social-démocrate, conservateur ou libéral qui siègent au pouvoir...) peut considérablement reproduire l'idéologie de ces partis dans le contenu des politiques sociales élaborées. Ces variables apportent alors un effet circulaire, en ce sens que celles-ci vont contribuer à regrouper les pays suivant les partis au pouvoir et réduire le rôle des autres variables (programmes sociaux, situations sociales, processus politique).

## **MÉTHODOLOGIE**

Pour confirmer la typologie des régimes de sécurité sociale de Esping-Andersen et de Leibfried, trois grandes décisions ont dû être adoptées au niveau du choix des cas, du choix des variables et du choix des métriques de regroupement propre à l'utilisation de l'analyse de classification hiérarchique.

### **1- Le choix des cas**

Dans un premier temps, la sélection des cas (les pays) s'est faite sur la base de la disponibilité des données. Partant du principe qu'une analyse comparative des pays avancés doit prendre en considération des caractéristiques des programmes de sécurité sociale, le choix des pays s'est arrêté sur la majorité des pays membres de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques). Ces

pays ont un niveau de développement social et économique qui en font des pays où nous pouvons déceler à des degrés divers la présence de programmes de sécurité sociale. L'exploration des données disponibles pour ces pays a permis de constater que certains pays, avec un niveau de développement plus faible tels que le Mexique, la Corée et la Turquie, et les pays ex-communistes (Hongrie, Pologne, République Tchèque) ont relativement peu d'information sur leurs programmes de sécurité sociale (pays avec des programmes plus rudimentaires), ce qui nous a obligé à les retirer de l'analyse. Garder ces pays nous auraient contraint à utiliser des variables non significatives (variables comprises dans l'IDH par exemple) pour évaluer des différences qui exigent, à priori, un certain niveau de développement de programmes sociaux. Le retrait de ces pays n'affectent toutefois en rien notre objectif de confirmer la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried car les pays utilisés par ces auteurs correspondent à ceux que nous avons gardé de la liste de l'OCDE. Il existe donc une cohérence entre le choix des pays et les variables propres à notre modèle.

## **2- Le choix des variables**

Pour arriver à caractériser les régimes de sécurité sociale des différents pays, nous considérons que ces régimes doivent être analysé sur la base de trois axes; 1- Les caractéristiques des programmes, 2- Les situations sociales, et, 3- Les processus politiques (les variables propres à chaque axe sont présentés dans le tableau 2). Le lien de causalité l'on peut établir entre ces trois axes découle du principe qu'il existe des ensembles de situations sociales (éducation, santé, etc.) dans chaque société qui sont créés selon les différentes logiques propres aux pays pour gérer ces situations. Ces situations sociales sont les causes et les conséquences des programmes (résultats des politiques et produit historique) élaborés par l'État. L'État organise des programmes sociaux par un financement à divers degrés (impôts, cotisations à la sécurité sociale...) et par des investissements de tout genre (sécurité sociale, éducation, santé) pour aider les gens à faire face aux risques sociaux (chômage, inflation). Ces politiques créées et les dynamiques entourant le marché économique (dans une perspective nationale comme internationale) engendrent des situations sociales auxquelles les individus et la collectivité sont confrontés. Ces situations sociales amènent les individus à se mobiliser (actions syndicales, le vote

électoral, la lecture de journaux) et à faire valoir leur compétence de citoyen dans un but d'amener des changements au niveau de l'élaboration des politiques pour améliorer leur condition sociale. La participation politique des citoyens dans l'espace public qu'offre le politique permet l'exercice du débat et de la vie politique pour maintenir la cohésion d'une société différenciée et traversée de conflits sociaux (Flacher, 2000). Ainsi, il existe une causalité mutuelle entre ces trois axes, en ce sens où les médiations politiques permettent que les situations sociales entraînent des politiques et que les politiques entraînent des résultats.

### **3- L'analyse de classification hiérarchique**

Suivant le modèle d'analyse présenté ci-dessus, nous avons à priori formuler deux hypothèses. La première hypothèse concerne la présence des types de régimes de sécurité sociale sur la base de l'analyse de l'ensemble des variables. Pour ce qui est de la deuxième hypothèse, partant du principe qu'il existe trois regroupements de variables distincts mais avec une causalité mutuelle, nous croyons qu'une analyse appliquée à chaque composante permettra de retracer les régimes de sécurité sociale proposés par Esping-Andersen et Leibfried dans chacun des trois axes. Pour arriver à répondre à ces deux hypothèses, nous avons utilisé l'analyse de classification hiérarchique, méthode qui permet de regrouper des cas (en l'occurrence des pays) qui présentent des caractéristiques similaires sur des ensembles de variables et de former des types empiriques homogènes (Rapkin et Luke 1993). Certains choix méthodologiques ont dû être faits quant aux types de cas et variables utilisés dans cette recherche. Un premier aspect concerne l'échelle à laquelle les variables sont mesurées. Les variables utilisées dans cette analyse n'ont pas toutes les mêmes unités de mesure. Pour éviter que certaines variables mesurées avec des unités de haut cardinal dominant l'analyse, une standardisation sur une échelle de 0 à 1 a été réalisée. Au niveau de la mesure utilisée pour évaluer la distance entre les cas, celle qui est la plus appropriée est la mesure dite «euclidienne au carré». Ce type de mesure permet de donner aux distances plus fortes beaucoup plus d'importance. Puisque que les cas utilisés dans cette analyse (c'est-à-dire les pays avancés) présentent plusieurs similitudes au niveau des valeurs des données, cette mesure permet de mettre en évidence les différences. Une fois

que les distances entre les points ou les paires sont déterminées par la mesure euclidienne au carré, il s'agit de définir de quelle façon les distances ou les profils de réponses seront regroupés. Dans le cadre de cette étude, la méthode qui a été privilégiée est la méthode de Ward qui permet de minimiser la variance à l'intérieur des regroupements, et de maximiser l'homogénéité des regroupements.

Tableau #2 Liste des variables

<b>Caractéristiques des programmes sociaux</b>	
Dépenses courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)	Pourcentage des dépenses publiques accordé à la santé par rapport aux dépenses publiques totales pour 1996
<b>Dépenses de consommation finale</b> -- dépenses courantes (à l'exclusion des dépenses en capital) de fonctionnement des administrations publiques, déduction faite des ventes de biens et services et de la formation de capital fixe pour compte propre ; ces dépenses incluent la rémunération des salariés, c'est-à-dire les salaires et traitements ainsi que les contributions aux régimes de sécurité sociale, de retraite, de garantie de revenu, etc. (% du PIB)	Proportion des dépenses publiques en santé par rapport aux dépenses totales du P.I.B en santé
<b>Les transferts de Sécurité sociale</b> -- Prestations versées aux individus au titre des régimes de sécurité sociale et généralement financées par un fond spécial. (% du PIB)	Nombre de médecins pour 1000 habitants pour 1996
<b>Subventions et autres transferts</b> -- <b>Subventions</b> (transferts courants ou subventions accordées par l'État à des entreprises publiques ou privées, essentiellement pour couvrir des pertes d'exploitation)... <b>Autres transferts</b> (autres transferts courants, transferts d'actifs incorporels et transferts nets en capital) (% du PIB)	Dépense de l'éducation nationale en pourcentage du PIB pour 1996
Dépenses <b>d'investissements</b> -- formation brute de capital fixe plus variation des stocks (investissement brut). L'investissement net s'obtient en déduisant la consommation de capital fixe. (% du PIB)	Dépenses publiques en pourcentage du PIB pour la formation professionnelle
<b>Versements des intérêts des emprunts</b> (y compris achats nets de terrains, loyers et redevances) (% du PIB)	Nombre d'années depuis la première loi sur la vieillesse, l'invalidité et la mort
Recettes courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)	Nombre d'années depuis la première loi sur la maladie et la maternité
Versements d'impôts sur le revenu des personnes physiques célibataires en pourcentage des salaires bruts pour 1996	Nombre d'années depuis la première loi sur l'assurance-chômage
Cotisations de sécurité sociale sur le revenu des personnes physiques en pourcentage des salaires bruts pour 1996 (Célibataire disposant d'un salaire unique égal à celui de l'ouvrier moyen)	Nombre d'années depuis la première loi sur les accidents de travail
Cotisation des employeurs au financement de la sécurité sociale pour chaque salarié (célibataire) disposant d'un salaire unique égal à l'ouvrier moyen pour 1996	Nombre d'années depuis la première loi sur l'allocation familiale

Suite Tableau #2 Liste des variables

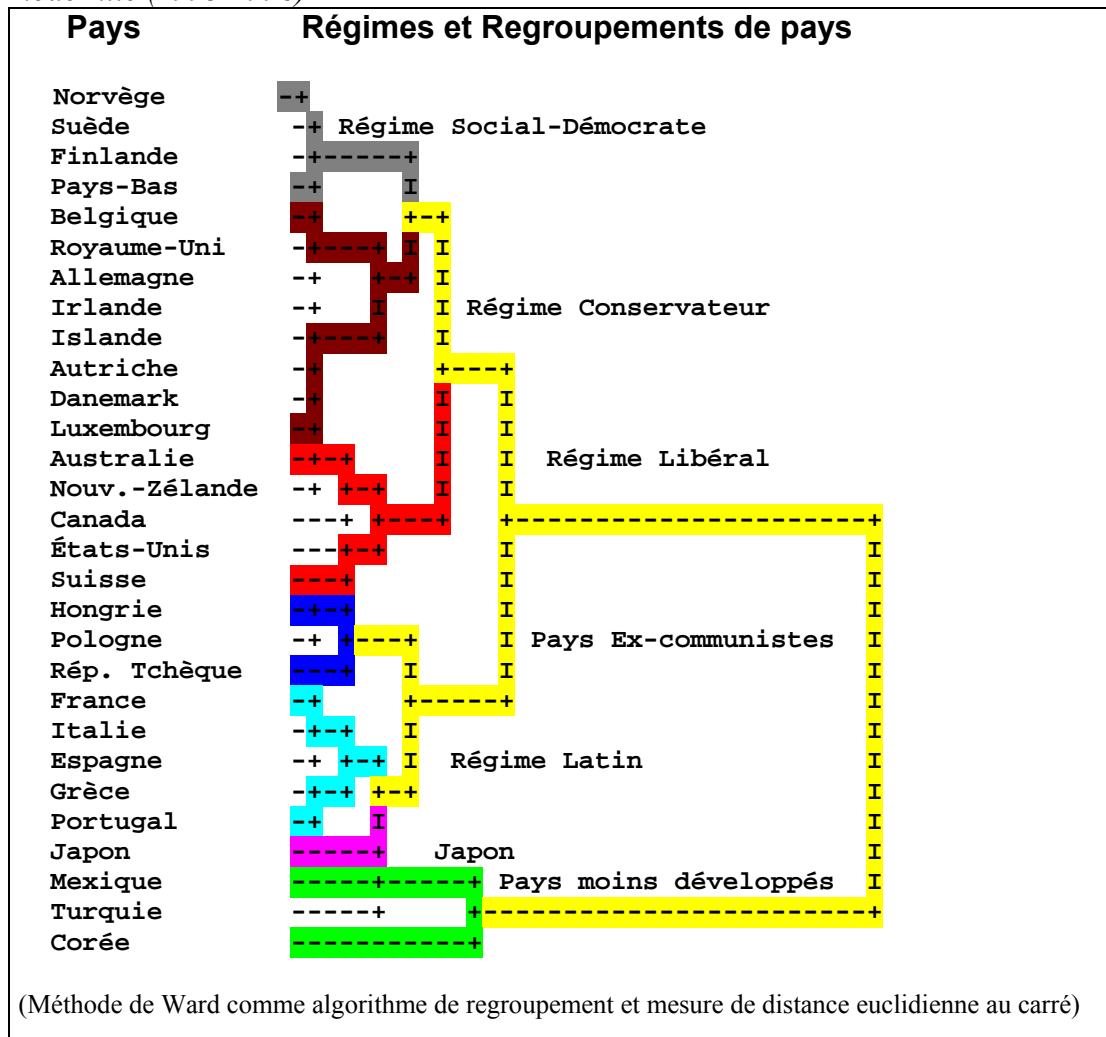
<b>Variables décrivant les situations sociales</b>	<b>Variables décrivant les processus politiques</b>
Pourcentage total de la population active qui est au chômage pour 1997	Pourcentage de la population qui a voté aux dernières élections pour un parti politique représentant (lower or single house)
Chômage de longue durée (12 mois et plus) par rapport au chômage total pour 1997	Indice du niveau de confiance envers son prochain (Tiré de Knack et Keefer 1997)
Croissance du Pib pour 1988-1998 (variation moyenne annuelle en volume %)	Nombre de journaux lus quotidiennement par 1000 habitants pour 1990/1996
Taux d'emploi dans l'administration publique par rapport au taux d'emploi total pour 1995 (pourcentage)	Proportion des salariés qui font partie d'une organisation syndicale pour 1995
Taux d'inflation pour 1996	
Population active pour 1997	
Taux d'activité des femmes pour 1997	
Taux de mortalité infantile (décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes) pour 1995	
Indice conjoncturel de fécondité (Nombre moyen d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans) pour 1996	
Espérance de vie à la naissance, 1997	
Âge des femmes à la naissance du premier enfant pour 1993	
Nombre de scientifiques et de techniciens qui font de la recherche et du développement de nouvelles connaissances et de l'application de celle-ci par 1000 habitants pour 1990-96	

## Résultats

Avant de réaliser des analyses sur des variables portant sur les programmes de sécurité sociale, une analyse préliminaire (S. St Arnaud, P. Bernard et J. Boisjoly, 2000) basée sur l'ensemble des pays membres de l'OCDE et sur l'exploitation d'indicateurs se référant à des schèmes de modernisation (espérance de vie, niveau d'éducation, dépenses militaires, etc.) repris d'une étude de Richard Estes (1995) avait déjà permis de confirmer l'existence des quatre types de régimes de sécurité sociale proposés par Esping-Andersen et Leibfried et de trois autres types qui sont illustrés dans la figure 1. Cette étude avait ainsi permis de constater l'émergence d'un premier regroupement que l'on peut qualifier d'ex-communistes (Hongrie, la Pologne et la République Tchèque), d'un second regroupement de pays situés à un niveau de développement plus faible (Mexique, Corée et Turquie), et finalement, du Japon qui semble avoir un type propre de sécurité sociale. Le principal objectif associé à cette première analyse était d'explorer les données disponibles pour les pays moins développés de l'OCDE et d'évaluer le niveau de développement de leurs programmes de sécurité sociale (pays avec des programmes plus rudimentaires).

Cette première analyse nous a obligé à retirer ces pays pour les analyses subséquentes car ceux-ci possèdent peu de données sur des variables portant spécifiquement sur les programmes de sécurité sociale. Toutefois, cette analyse a permis de caractériser les pays ex-communistes et les pays moins développés comme étant plus faibles par rapport aux autres types du modèle (social-démocrate, conservateur, libéral et latin) sur le plan de la stabilité politique, de la santé, de l'éducation et de l'économie. Pour ce qui est du Japon, ce dernier semble, pour sa part, posséder beaucoup plus de similarités avec le régime latin qu'avec tous les autres types de régime. Ces similarités peuvent être dues en partie à l'influence du confucianisme (chrétienne dans le cas du régime latin) sur l'idéologie entourant le développement des politiques sociales et sur le rôle important qui est attribué à la famille. Si le Japon ne se regroupe pas avec les pays latins, c'est qu'il présente de meilleurs résultats sur d'autres dimensions telles que l'éducation, la santé et l'économie.

Figure 1 - Analyse de classification hiérarchique sur des variables ayant des traces de modernité (1993-1998)



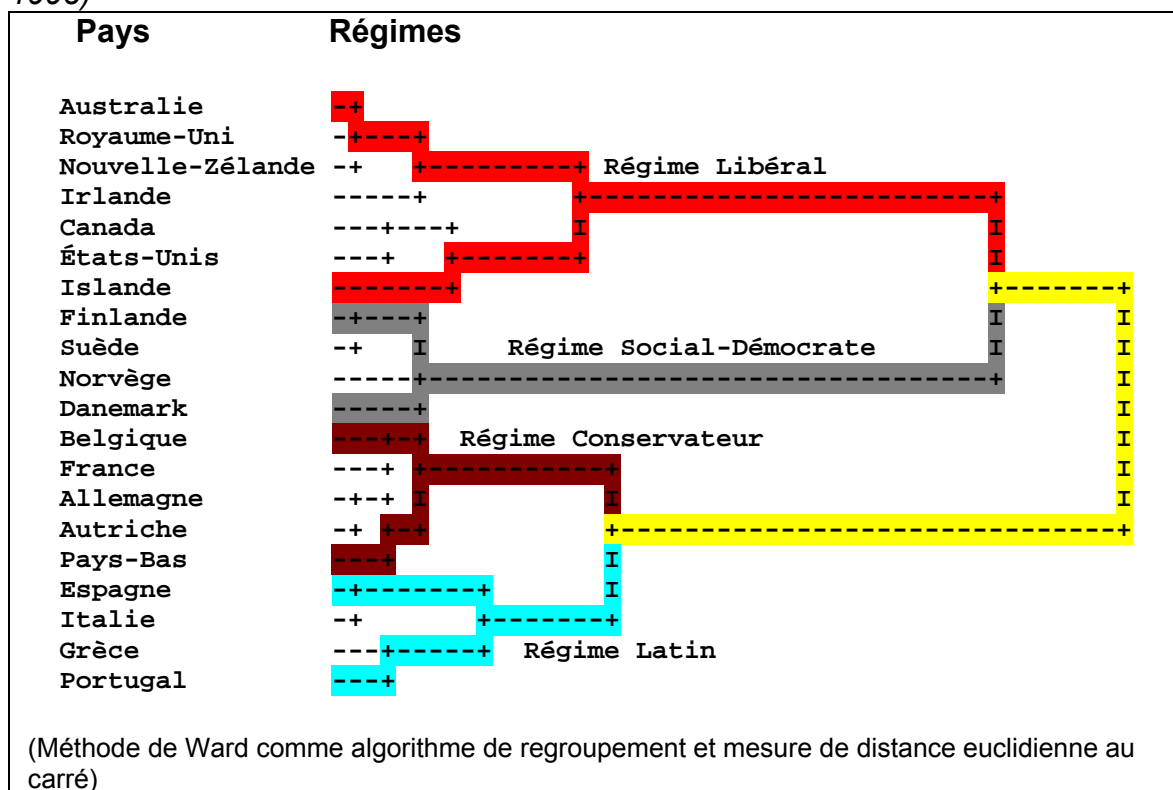
Après avoir regroupé les pays qui ont une certaine homogénéité au niveau du développement des programmes de sécurité sociale et mis de côté des pays où il y avait peu de données disponibles, nous nous sommes concentrés à faire des analyses qui permettraient de confirmer nos deux hypothèses mentionnées précédemment.

L'analyse portant sur les variables des trois axes théoriques du modèle, a permis de reproduire la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried. La figure 2 illustre qu'effectivement, les principaux pays libéraux se sont regroupés ensemble

(Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Australie), tout comme les pays de type conservateur (Belgique, France, Allemagne, Autriche, Pays-Bas), les pays de type social-démocrate (Suède, Finlande, Norvège, Danemark) et finalement, les pays latins (Espagne, Italie, Grèce, Portugal). Fait intéressant à mentionner et qui rejoint les conceptions théoriques de Esping-Andersen, le dendrogramme représente très bien la similitude qui semble exister entre le régime de type conservateur et le régime latin. Ces deux régimes semblent avoir beaucoup plus de caractéristiques communes que les deux autres types de modèles. Ceci nous laisse croire que les pays latins sont assez proches du type conservateur. Cependant, le fait qu'une analyse à quatre regroupements permet de bien distinguer les quatre types nous oblige à conclure que le régime latin a assez de spécificités pour former son propre type de régime de sécurité sociale.

Dans cette analyse, un seul pays semble s'être mal classé quand compare ses résultats aux analyses de politiques classiques, plus qualitatives, et il s'agit des Pays-Bas (classé avec les conservateurs au lieu des sociaux-démocrates). Toutefois, de récents travaux de Esping-Andersen (1999) suggèrent que les Pays-Bas ont un modèle d'assistance sociale (couverture, structure des programmes et générosité des redistributions) similaire au régime social-démocrate mais, que sur d'autres dimensions (l'importance des services sociaux et de la famille), ils s'approchent davantage du type conservateur. Ces travaux soulignent aussi que la France, la Belgique et le Royaume-Uni sont des pays qui se classent difficilement dans un modèle bien précis de sécurité sociale.

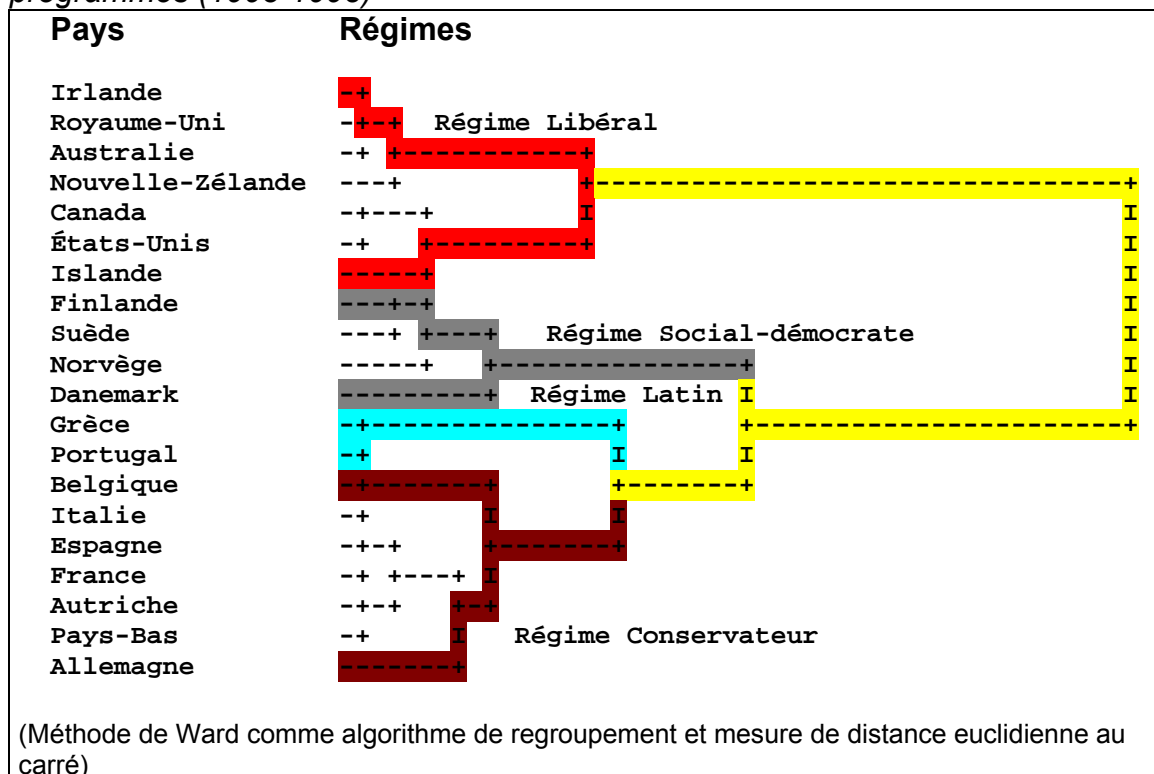
Figure 2 - Analyse de classification hiérarchique sur l'ensemble des variables (1993-1998)



Suite à cette analyse sur l'ensemble des variables propres à ce modèle, nous avons voulu voir, dans un deuxième temps s'il était possible de reproduire cette même typologie mais en examinant chacun des trois axes théoriques du modèle. Les résultats de l'analyse portant l'axe des caractéristiques des programmes sont illustrés dans la figure 3. Ceux-ci permettent de discerner quatre patrons distincts d'organisation des politiques sociales et économiques. Les pays propres aux régimes libéral et social-démocrate sont très bien regroupés dans ce modèle. Quelques divergences existent toutefois entre le régime latin et le régime conservateur. L'Italie et l'Espagne (régime latin) se sont classés avec le modèle conservateur, laissant ainsi le Portugal et la Grèce dans un même regroupement. En examinant seulement les caractéristiques des programmes, nous pouvons déterminer que les pays conservateurs et les pays latins ont des politiques très semblables. Un examen des variables démontre que l'Italie et l'Espagne ont des programmes de sécurité sociale et d'imposition qui sont plus similaires à celles des pays

conservateurs. La Grèce et le Portugal ont des programmes moins généreux, ce qui peut expliquer pourquoi ils sont demeurés dans un même regroupement. Ces résultats rejoignent les propos de Esping-Andersen (1999) sur la proximité des politiques sociales et du rôle que semble jouer la famille dans les régimes conservateur et latin.

Figure 3 - Analyse de classification hiérarchique sur les caractéristiques des programmes (1993-1998)



Nous avons réalisé le même exercice mais pour les variables décrivant les situations sociales. La figure 4 présente les résultats de cette analyse. La typologie est assez claire malgré deux changements importants par rapport à la figure 2. Ces principaux changements concernent la France qui s'est regroupé avec le régime social-démocrate et le Portugal qui s'inscrit dans le regroupement des pays conservateurs. L'examen des variables nous a permis de constater que, pour ce qui est de la France, celle-ci possède un taux d'emploi dans l'administration publique qui est très important et qui correspond à une des principales caractéristiques des pays sociaux-démocrates. De plus, comme les pays de type social-démocrate, le système

d'éducation français produit beaucoup de techniciens et de scientifiques qui font de la recherche et du développement. Ces deux variables ont eu un impact important sur le classement de la France avec les sociaux-démocrates. Pour ce qui est du Portugal, ses résultats sur des variables concernant le marché de l'emploi reflètent beaucoup plus de similitudes avec le régime conservateur qu'avec le régime latin. Le chômage, la population active et le taux d'activité des femmes sont des variables en regard desquelles, le Portugal se détache des moyennes enregistrées par les pays du régime latin.

Sur la base de ces résultats, nous pouvons déjà affirmer que les politiques sociales et économiques élaborées par les différents régimes créent des situations sociales qui sont le reflet de ces programmes. Ceci peut être confirmé par le fait que l'on retrouve les mêmes regroupements de pays (avec quelques modifications) pour l'analyse des caractéristiques des programmes et pour celle des situations sociales.

Figure 4 - Analyse de classification hiérarchique sur les variables décrivant les situations sociales (1993-1998)

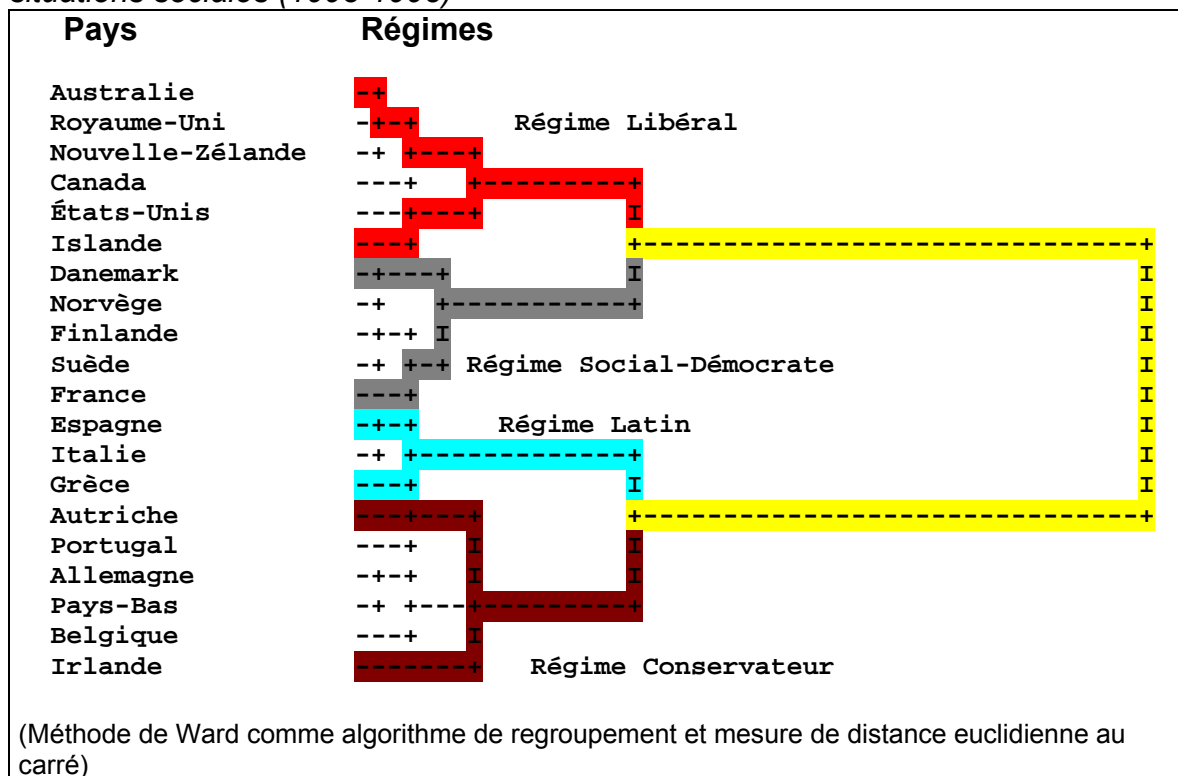
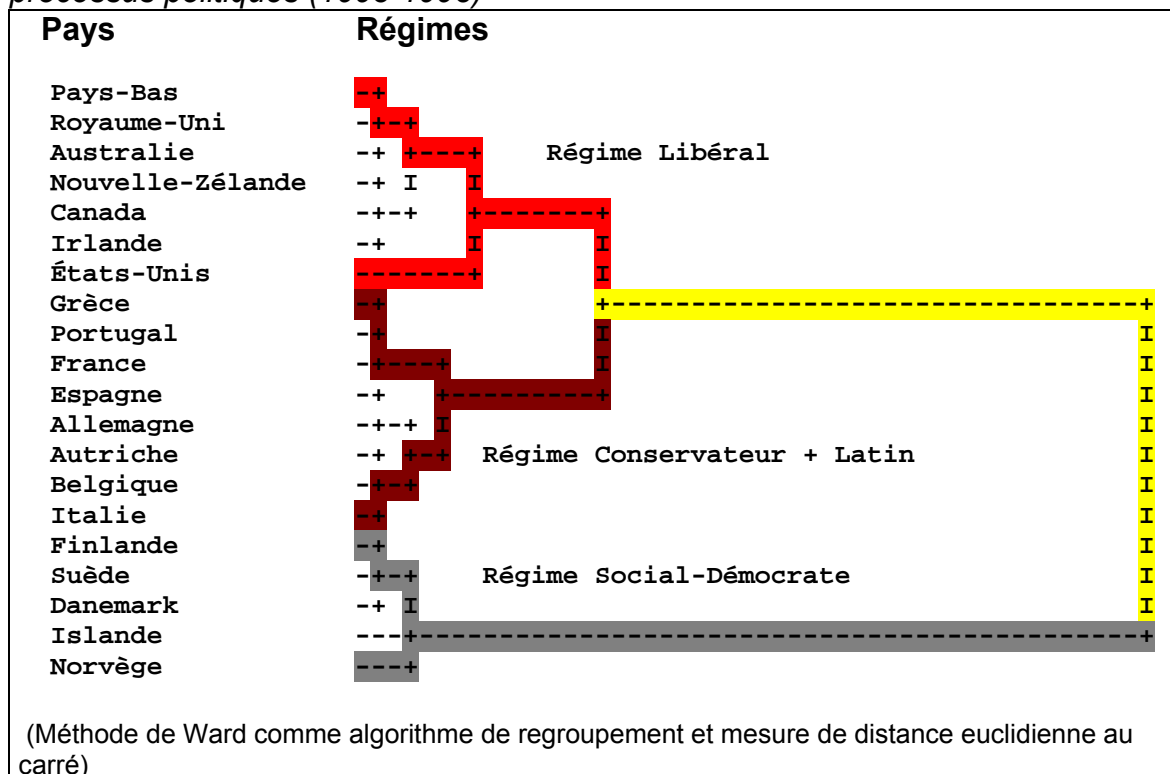


Figure 5 - Analyse de classification hiérarchique sur les variables décrivant les processus politiques (1993-1998)



L'analyse du troisième regroupement de variables (figure 5 ci-dessus), soit les variables décrivant les processus politiques, a permis de constater l'existence de trois patrons distincts de mobilisation politique. Ces patrons coïncident avec les mêmes regroupements que la typologie de Esping-Andersen. Les pays libéraux tout comme les pays sociaux-démocrates se sont rassemblés dans leur propre regroupement. Les pays conservateurs et les pays latins se sont, pour leur part, associés pour former un seul et unique regroupement. Ce résultat rejoint l'idée de Esping-Andersen sur la proximité de ces deux régimes.

Un seul pays semble s'être mal classé dans cette analyse et il s'agit encore des Pays-Bas. Jusqu'ici, les différentes analyses permettent de constater que ce pays semble être difficilement classable dans un seul et unique type. Un examen des variables permet d'observer que les Pays-Bas, sur le plan de la lecture des journaux, du niveau de confiance envers son prochain, du pourcentage de la population qui

vote et sur la proportion des salariés qui font partie d'une organisation syndicale, sont positionnés effectivement très près des moyennes du régime libéral.

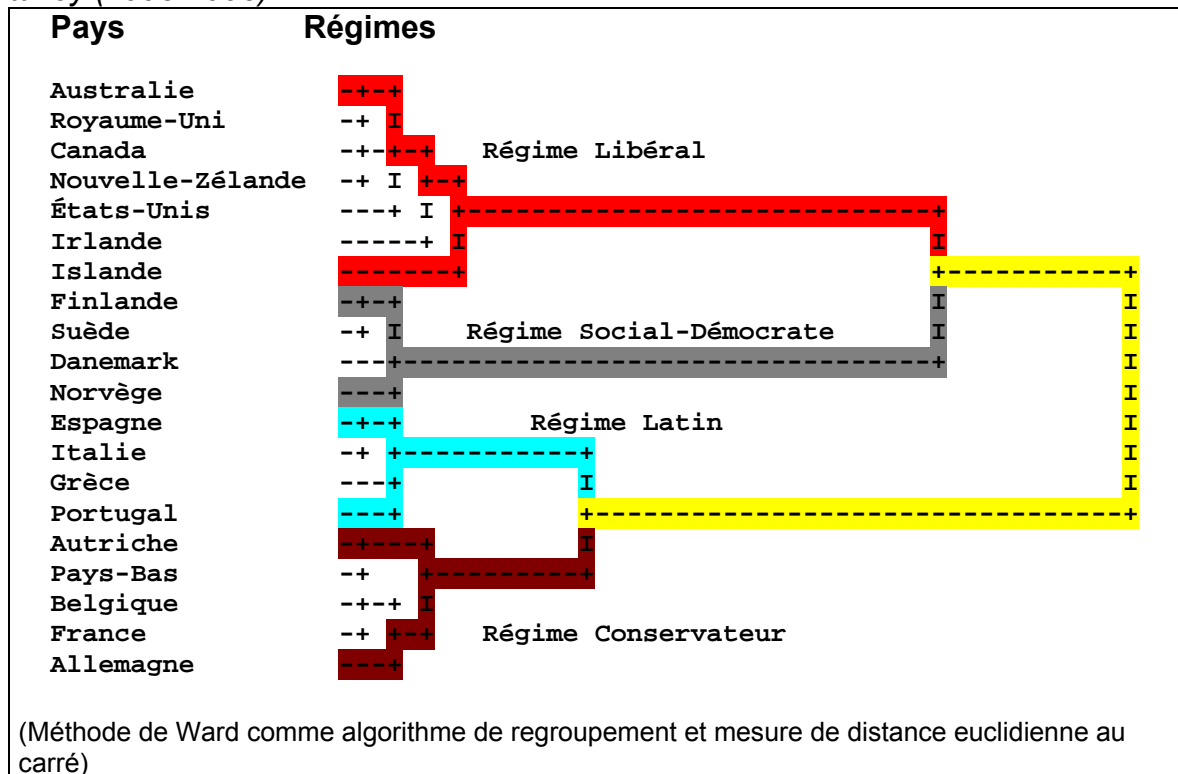
Les analyses portant sur l'ensemble du modèle et sur chacun des regroupements de variables ont permis de discerner deux constats fort intéressants. Dans un premier temps, nous avons pu confirmer la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried sur les modèles de régime de sécurité sociale en examinant une multitude d'indicateurs sociaux au moyen d'analyses de classification hiérarchique. Il existe effectivement des différences quant aux choix faits par les sociétés pour articuler les décisions politiques en regard de l'interdépendance entre les dépenses sociales et la performance économique.

Dans un deuxième temps, les analyses portant sur chaque axes théoriques du modèle ont permis de constater que la typologie pouvait être reproduite (avec quelques variantes) suivant que l'on analyse seulement les caractéristiques des programmes, les variables décrivant les situations sociales ou bien les variables portant sur les processus politiques. Ces résultats permettent d'observer l'existence de liens étroits entre l'organisation des programmes sociaux dans les sociétés, les situations sociales qui sont le résultat des politiques élaborées, et, les processus politiques qui amènent les gens à se mobiliser pour faire modifier les programmes sociaux.

Avant de situer le Canada dans les différents mondes du « capitalisme providentiel », nous avons fait deux tests de validité sur les variables utilisées dans ce modèle. Comme premier test, une fois que les pays ont été regroupés par l'analyse de classification hiérarchique, nous avons déterminé s'il existait des variables non significatives par la réalisation d'un test F sur chacune des variables. Le test F permet d'observer si chacune des variables sont significatives en fonction du classement des cas. Si un test est non significatif pour une variable, il est alors recommandé de faire un examen approfondi des résultats propres à cette variable et si la situation l'exige, de la retirer du modèle. Cette procédure doit être accomplie jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de variables non significatives. Comme deuxième test de validité, nous avons accompli un test B de Tukey. Ce test permet de comparer les

moyennes des regroupements de pays pour voir s'il existe réellement des différences. Cette procédure permet de déterminer les variables qui ont le plus grand impact dans les regroupements de pays et quelles classes se distinguent les unes des autres. Ces deux tests qui servent à valider le modèle doivent être faits à chaque étape de la classification. Suite à ces deux tests, nous avons dû retirer du modèle une dizaine de variable. Une analyse de classification hiérarchique, suite à ce retrait, a permis de constater dans la figure 6 que les résultats de la typologie n'ont pas été modifiés puisque nous retrouvons les mêmes regroupements de pays que ceux présentés à la figure 2.

Figure 6 - Analyse suite au retrait des variables non significatives selon le test b de tukey (1993-1998)



### Le Canada est libéral, mais...

Une fois que nous avons pu regrouper les différents pays sur la base des caractéristiques communes à leur régime de sécurité sociale, ce qui devient intéressant à ce stade-ci de la recherche est de déterminer comment notre société se positionne par rapport aux autres sociétés de référence. Comme nous avons pu le

constater, les résultats issus des analyses de classification hiérarchique permettent d'affirmer suivant les séries de variables utilisées dans les analyses, que le Canada possède des caractéristiques le rapprochant des pays de type libéral. Si nous comparons les résultats du Canada avec les moyennes de chaque régime (voir annexe 1-2-3), nous pouvons observer que pour certaines variables, le Canada n'est pas toujours lié au type libéral et qu'il peut être à l'occasion plus social-démocrate, conservateur ou latin.

Si nous examinons les variables se rapportant aux dépenses dans divers programmes, sur le plan de l'éducation, les coûts du système canadien (7,6% du P.I.B) correspondent davantage à ceux du régime social-démocrate et moins à ceux du régime libéral (8,1% contre 6,1% pour les libéraux). En santé, le Canada a un système qui coûte sensiblement la même chose que le régime social-démocrate (6,4% du PIB pour le Canada contre 6,5% pour le régime social-démocrate et 6,0% pour les libéraux). Si nous tenons compte de la proportion des dépenses publiques de la santé par rapport aux dépenses publiques totales, alors, le Canada (14,9%) se retrouve plus près du régime libéral (15,6%), un système de santé qui coûte très cher (si on compare avec les autres régimes). Un regard sur les transferts de sécurité sociale permet de constater que le Canada (15,6%) se situe près des pays libéraux (15%) et se distancie énormément des autres types de régime (social-démocrate (33,7%), conservateur (31,1 %) et le régime latin (34%) ). Pour ce qui est des dépenses courantes dans les administrations publiques, le Canada (42,8%) dépense plus que les pays libéraux (38,3%) dans ce domaine, mais il demeure tout de même loin des dépenses consacrées par les autres régimes (social-démocrate (55,3%), conservateur (48,9 %) et le régime latin (45,9%)).

Si le Canada est moins « généreux » dans les dépenses de programmes sociaux que les autres types de régime, cela peut être dû aux cotisations de sécurité sociale payées par les individus et par les employeurs qui sont moins élevées que les autres régimes. Toutefois, sur la question de l'imposition, les habitants du Canada (22%) et des pays libéraux (20,7%) sont beaucoup plus imposés que ceux des pays conservateurs et latins. Dans cette catégorie, le régime social-démocrate est le type où l'impôt est le plus élevé avec 29%.

Un regard sur la situation de l'emploi permet de constater que le taux de chômage au Canada (9,2%) est plus près de la situation des conservateurs (8,9%) que celle des libéraux (7,2%). Pour ce qui est du chômage de longue durée, le Canada (12,5%) et les Etats-Unis (8,7%) ont des taux beaucoup plus bas que la moyenne des autres régimes (libéral avec 26,2%, social-démocrate (25,3%), conservateur (45,4%) et le régime latin (58,3%)). Toujours en ce qui a trait à la situation de l'emploi, bien que le taux d'emploi dans l'administration publique soit inférieur à celui observé dans les pays du régime social-démocrate (29,9%), le gouvernement canadien (21,5%) est un employeur plus important que les pays libéraux (16,2%), conservateurs (17,1%) et latins (16%).

L'analyse des résultats des variables décrivant les processus politiques démontre que, si on fait abstraction du nombre de journaux lus quotidiennement par 1000 habitants où les résultats du Canada (159) sont semblables à ceux des pays latins (107,9), les canadiens ont plus de caractéristiques libérales. Ces caractéristiques sont le taux de syndicalisation très faible (37,4% contre 77,1 % pour le régime social-démocrate), un niveau de confiance envers son prochain assez fort (important dans une économie de marché) et une population qui vote relativement peu si on fait la comparaison avec les autres régimes.

L'analyse détaillée des variables retenues permet d'observer que le Canada se situe plus près du régime libéral dans des domaines comme les dépenses administratives, les cotisations à la sécurité sociale, l'imposition, la distribution de transferts sociaux et les processus politiques. Sur d'autres dimensions comme la santé, l'éducation et le taux d'emploi dans l'administration publique, le Canada se rapproche alors plus du régime social-démocrate.

## **Conclusion**

L'objectif théorique de cette recherche était de démontrer qu'il existe effectivement des différences quant aux choix faits par les sociétés pour articuler les décisions politiques en regard de l'interdépendance entre les dépenses sociales et la performance économique. L'utilisation de l'analyse de classification hiérarchique et d'un ensemble de descripteurs (regroupés en trois axes théoriques) ont permis de

confirmer la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried sur les modèles de sécurité sociale. Les analyses portant sur chaque axe théorique du modèle ont permis de constater que la typologie pouvait être reproduite (avec quelques variantes) suivant que l'on analyse seulement les caractéristiques des programmes, les variables décrivant les situations sociales ou bien les variables portant sur les processus politiques. Il est intéressant de noter que les gens qui vivent des situations sociales suivant le régime qui est analysé, vont se mobiliser sensiblement de la même manière pour protester. Pour répondre à cette mobilisation politique, les pays organisent des programmes sociaux qui sont semblables aux autres pays dans lesquels ils se regroupent suivant la typologie de Esping-Andersen et de Leibfried.

Il est à noter que nous avons pu observer avec l'aide des dendogrammes que les pays latins possèdent beaucoup de caractéristique communes avec les pays conservateurs, ce qui confirme les dires de Esping-Andersen (1999). Toutefois, les diverses analyses démontrent que les pays latins ont assez de spécificités pour être défini comme un type particulier. Cette recherche a aussi souligné comment les Pays-Bas pouvaient être difficilement classable et pouvaient se retrouver dans divers regroupements de pays suivant les variables qui étaient à l'étude. Nous croyons que ce dernier a beaucoup plus d'aspects (caractéristiques des programmes et sur les situations sociales) en commun avec les conservateurs.

Finalement, en comparant les résultats du Canada avec les moyennes de chaque régime, le Canada semble posséder plus d'éléments en commun avec les pays libéraux. Toutefois, suivant l'analyse de certaines dimensions comme la santé, l'éducation et le taux d'emploi dans l'administration publique, le Canada se rapproche alors plus du régime social-démocrate.

## Bibliographie

- BENTING, Keith., (1996) *Social policy challenges in a global society*, International Development Research Centre, Posté [www.idrc.ca/books/focus/761/banting.html](http://www.idrc.ca/books/focus/761/banting.html)
- CASTLES, Francis G., (1999), *Comparative public policy. Patterns of Post-war Transformation*, (Cheltenham: Edward Elgard).
- DIENER, Ed (1995), *A Value Based Index for Measuring National Quality of Life*, Social Indicators Research, 36:107-127.
- ESPING-ANDERSEN, Gøsta., (1990) *The three worlds of welfare capitalism*, Princeton University Press, New Jersey.
- ESPING-ANDERSEN, Gøsta., (1996) *After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy*, p.1-31, tiré de *Welfare states in transition; National adaptations in global economies*, ed. London: Sage, London.
- ESPING-ANDERSEN, Gøsta., (1999) *Social foundations of postindustrial economies*, Oxford University Press, New York..
- ESTES, Richard J. (1997) "Social Development Trends in Europe, 1970-1994: Development Prospects for the New Europe," Social Indicators Research 42:1-19.
- FLACHER, B., (2000) "La participation politique", PNF de Lyon, posté à <http://sceco.univ-aix.fr/cerpe/ecjssparticppolit.html>
- GOODIN, Robert E. et ., (1999) *The real worlds of welfare capitalism*, Cambridge University Press, United Kingdom.
- GOUGH, Ian et Tony Eardley, (1996) *Diverse systems, common destination? A comparative study of Social Assistance in OECD countries*, Australian National University, Australia.
- GOUGH, Ian (à paraître) *Social assistance regimes: A cluster analysis*, à paraître dans Volume of the Journal of European Social Policy.
- HEADEY, Bruce, Robert E. Goodin, Ruud Muffels et Henk-Jan Dirven., (2000) *Is there a trade-off between economic efficiency and a generous welfare state? A comparison of best cases of "The three worlds of welfare capitalism"*, Social Indicators research 50: 115-157, 2000, Pays-Bas.
- KANGAS, Olli., (1994) *The politics of social security: on regressions, qualitative comparisons, and cluster analysis*, p.346-364, tiré de JANOSKI, Thomas et Alexander M.Hicks.,(1994) "The Comparative Political Economy of the Welfare State", Cambridge Studies in Comparative Politics, USA
- LEIBFRIED, Stephan (1993) *Towards a European welfare state?*, p.133-156, tiré de JONES, Catherine., "New Perspectives on the Welfare State in Europe", Editions Routledge, G-B.
- MAZUMDAR, Krishna., (1994) *Classification of countries: a socio-economic approach*, Social Indicators Research 34: 261-273, 1994, Kluwer Academic Publishers, Pays-Bas.
- MYLES, John., (1998) *Les limites des prophéties, ou les raisons d'être de la modestie intellectuelle en sciences sociales*, Sociologie et sociétés, vol.XXX, no1, printemps 1998 (trad. Française)
- OBINGER Herbert et Uwe Wagschal (à paraître) *Families of nations and public*

- policy*, à paraître dans *West European Politics*, vol. 24 (1), 2001.
- RAGIN, Charles C., (1994) *A qualitative comparative analysis of pension systems*, p.320-345, tiré de JANOSKI, Thomas et Alexander M.Hicks.,(1994) "The Comparative Political Economy of the Welfare State", Cambridge Studies in Comparative Politics, USA
- RAPKIN, Bruce D. et Douglas A. Luke, (1993) *Cluster analysis in community research: Epistemology and practice*, American Journal of Community Psychology, 21, 2 : 247-277.
- SHARPE, Andrew., (1999) *A survey of indicators of economic and social Well-being*, background paper prepared for Canadian Policy research networks, Canada.
- St-ARNAUD, S., P. Bernard et J. Boisjoly, (2000) *Communication à l'ACFAS, 19 mai, Montréal.*
- TOURRAINE, Alain., (1994) *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Fayard, Paris, pp.350.



Annexe #1 Comparaison des caractéristiques des programmes

	Résultats de pays associés à chaque type de régimes de sécurité sociale								
	Libéral			Social-Démocrate		Conservateur		Régime Latin	
	Canada	États-Unis	Moyenne du régime	Suède	Moyenne du régime	Allemagne	Moyenne du régime	Espagne	Moyenne du régime
Dépenses courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)	42,8	33,7	<b>38,3</b>	62,9	<b>55,3</b>	45,8	<b>48,9</b>	41,1	<b>45,9</b>
Dépenses de consommation finale.	44,3	43,9	<b>44,1</b>	40,1	<b>40,4</b>	39,6	<b>32,9</b>	35,5	<b>34,7</b>
Transferts de Sécurité sociale	15,6	22,5	<b>15,0</b>	40,1	<b>33,7</b>	28,7	<b>31,1</b>	33,9	<b>34,0</b>
Subventions et autres transferts	15,5	16	<b>29,5</b>	19,3	<b>15,8</b>	19,9	<b>21,8</b>	24,3	<b>20,7</b>
Dépenses d'investissements -- formation brute de capital fixe plus variation des stocks (investissement brut).	4,8	5,4	<b>5,4</b>	4,1	<b>4,8</b>	4,1	<b>2,5</b>	6,3	<b>6,0</b>
Versements des intérêts des emprunts	19,8	12,2	<b>11,3</b>	11,0	<b>9,0</b>	7,6	<b>9,7</b>	10,6	<b>12,3</b>
Recettes courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)	44,1	32,3	<b>38,1</b>	61,5	<b>56,4</b>	45,8	<b>48,2</b>	39,0	<b>42,1</b>
Versements d'impôts sur le revenu des personnes physiques célibataires en pourcentage des salaires bruts pour 1996	22	18	<b>20,7</b>	29	<b>29,0</b>	21	<b>14,4</b>	13	<b>10,0</b>
Cotisations de sécurité sociale sur le revenu des personnes physiques en pourcentage des salaires bruts pour 1996 (Célibataire disposant d'un salaire unique égal à celui de l'ouvrier moyen)	5	8	<b>4,1</b>	5	<b>7,5</b>	20	<b>20,8</b>	6	<b>10,8</b>
Cotisation des employeurs en pourcentage au financement de la sécurité sociale pour chaque salarié (célibataire) disposant d'un salaire unique égal à l'ouvrier moyen pour 1996	6	7	<b>5,3</b>	25	<b>14,0</b>	17	<b>20,2</b>	24	<b>24,3</b>

Suite Annexe #1 Comparaison des caractéristiques de programmes

	Résultats de pays associés à chaque type de régimes de sécurité sociale								
	Libéral			Social-Démocrate		Conservateur		Régime latin	
	Canada	Etats-Unis	Moyenne du groupe	Suède	Moyenne du groupe	Allemagne	Moyenne du Groupe	Espagne	Moyenne du groupe
Pourcentage des dépenses publiques accordé en santé par rapport aux dépenses publiques totales pour 1996	14,9	20	<b>15,6</b>	9,9	<b>10,9</b>	16,5	<b>13,0</b>	13,3	<b>11,6</b>
Proportion des dépenses publiques en santé par rapport au dépense total du P.I.B	6,4	6,3	<b>6,0</b>	7,2	<b>6,5</b>	8,2	<b>6,8</b>	5,8	<b>5,4</b>
Nombre de médecins pour 1000 habitants pour 1996	2,1	2,6	<b>2,3</b>	3,1	<b>2,9</b>	3,4	<b>3,0</b>	4,2	<b>4,2</b>
Dépenses de l'éducation national en pourcentage du PIB	7,6	5,3	<b>6,1</b>	8,8	<b>8,1</b>	4,0	<b>5,4</b>	4,6	<b>4,5</b>
Dépenses publiques en pourcentage du PIB pour la formation professionnelle du marché du travail	0,26	0,4	<b>0,2</b>	0,51	<b>0,6</b>	0,45	<b>0,3</b>	0,35	<b>0,2</b>
Nombre d'années depuis la première loi sur la vieillesse, l'invalidité et la mort	73	65	<b>86,7</b>	87	<b>80,8</b>	101	<b>92,6</b>	81	<b>73,3</b>
Nombre d'années depuis la première loi sur la maladie et la maternité	16	35	<b>58,7</b>	109	<b>86,3</b>	117	<b>95,2</b>	71	<b>75,5</b>
Nombre d'années depuis la première loi sur l'assurance chômage	60	92	<b>67,6</b>	66	<b>84,0</b>	73	<b>82,4</b>	81	<b>60,5</b>
Nombre d'années depuis la première loi sur les accidents de travail	92	65	<b>93,6</b>	99	<b>103,0</b>	116	<b>105,4</b>	100	<b>93,8</b>
Nombre d'années depuis la première loi sur l'allocation familiale	56	55	<b>58,4</b>	53	<b>51,8</b>	46	<b>59,4</b>	62	<b>56,3</b>

Annexe #2 Comparaison des variables décrivant les situations sociales

	Résultats de pays associés à chaque type de régimes de sécurité sociale								
	Libéral			Social-Démocrate		Conservateur		Régime Latin	
	Canada	Etats-Unis	Moyenne du groupe	Suède	Moyenne du groupe	Allemagne	Moyenne du Groupe	Espagne	Moyenne du groupe
Pourcentage total de la population active qui est au chômage	9,2	4,9	<b>7,2</b>	8,0	<b>8,1</b>	9,8	<b>8,9</b>	20,6	<b>12,5</b>
Chômage de longue durée (12 mois et plus) par rapport au chômage total pour 1997	12,5	8,7	<b>26,2</b>	33,4	<b>25,3</b>	50,1	<b>45,4</b>	55,5	<b>58,3</b>
Croissance du Pib pour 1988-1998 (variation moyenne annuelle en volume %)	1,8	2,8	<b>3,0</b>	1,2	<b>2,1</b>	2,1	<b>2,3</b>	2,5	<b>2,2</b>
Taux d'emploi dans l'administration publique par rapport au taux d'emploi total pour 1995 (pourcentage)	21,5	15,4	<b>16,2</b>	32,1	<b>29,9</b>	13,2	<b>17,1</b>	15,5	<b>16,0</b>
Taux d'inflation pour 1996	2,4	2,6	<b>2,3</b>	2,2	<b>1,6</b>	1,8	<b>1,9</b>	4,3	<b>5,7</b>
Population active pour 1997 (pourcentage des travailleurs par rapport à la population résidente)	51,9	50,2	<b>49,6</b>	49,4	<b>51,1</b>	48,6	<b>46,5</b>	41,3	<b>43,1</b>
Taux d'activité des femmes	67,8	71,3	<b>66,6</b>	74,5	<b>74,1</b>	61,8	<b>60,4</b>	47,1	<b>51,0</b>
Taux de mortalité infantile (décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes)	6,0	8	<b>6,4</b>	4,1	<b>4,4</b>	5,3	<b>5,6</b>	5,5	<b>6,8</b>
Indice conjoncturel de fécondité (Nombre moyen d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans)	1,6	2,1	<b>1,9</b>	1,6	<b>1,8</b>	1,3	<b>1,5</b>	1,2	<b>1,3</b>
Espérance de vie à la naissance	79	77	<b>77,7</b>	78	<b>77,3</b>	77	<b>77,6</b>	78	<b>77,3</b>
Âge des femmes à la naissance du premier enfant pour 1993	26,8	26,4	<b>26,9</b>	25,5	<b>26,4</b>	26,6	<b>26,7</b>	27,1	<b>26,2</b>
Nombre de scientifiques et de techniciens qui font de la recherche et du développement de nouvelles connaissances et de l'application de celle-ci par 1000 habitants pour 1990-96	3,7	3,6	<b>3,4</b>	6,8	<b>5,5</b>	4,3	<b>4,0</b>	1,6	<b>1,6</b>

Annexe #3 Comparaison des variables décrivant les processus politiques

	Résultats de pays associés à chaque type de régimes de sécurité sociale								
	Libéral			Social-Démocrate		Conservateur		Régime Latin	
	Canada	États-Unis	Moyenne du groupe	Suède	Moyenne du groupe	Allemagne	Moyenne du Groupe	Espagne	Moyenne du groupe
Pourcentage de la population qui ont voté aux dernières élections pour un parti politique représentant (lower or single house)	69	36	<b>73,3</b>	81	<b>78,3</b>	82	<b>80,6</b>	77	<b>75,8</b>
Un indice sur le niveau de confiance envers son prochain (Tiré de Knack et Keefer 1997)	49,6	45,4	<b>45,3</b>	57,1	<b>57,9</b>	29,8	<b>32,6</b>	34,5	<b>26,3</b>
Nombre de journaux lus quotidiennement par 1000 habitants pour 1990/1996	159	214,9	<b>271,3</b>	444,8	<b>449,4</b>	311,3	<b>258,2</b>	100,1	<b>107,9</b>
Proportion des salariés qui font partie d'une organisation syndicale pour 1995	37,4	14,2	<b>38,5</b>	91,1	<b>77,1</b>	28,9	<b>31,8</b>	18,6	<b>28,2</b>

Annexe #4 Source des variables

Source des variables	#	Description de la variable
		Liste des 29 pays de l'OCDE
	<b>1</b>	<b>Dimensions politiques (Action gouvernementale)</b>
	<b>A</b>	<b>Politiques économiques</b>
OCDE	1-	Dépenses courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)
National Accounts, OECD	1-a)	Ventilation des dépenses selon leur "nature économique" telle qu'elle est effectuée dans les comptes nationaux pour 1997
	1-a)-i	<b>Dépenses de consommation finale</b> -- dépenses courantes (à l'exclusion des dépenses en capital) de fonctionnement des administrations publiques, déduction faite des ventes de biens et services et de la formation de capital fixe pour compte propre ; ces dépenses incluent la rémunération des salariés, c'est-à-dire les salaires et traitements ainsi que les contributions aux régimes de sécurité sociale, de retraite, de garantie de revenu, etc.
	1-a)-ii	<b>Les transferts de Sécurité sociale</b> -- Prestations versées aux individus au titre des régimes de sécurité sociale et généralement financées par un fond spécial.
	1-a)-iii	<b>Subventions et autres transferts</b> -- <b>Subventions</b> (transferts courants ou subventions accordées par l'État à des entreprises publiques ou privées, essentiellement pour couvrir des pertes d'exploitation)... <b>Autres transferts</b> (autres transferts courants, transferts d'actifs incorporels et transferts nets en capital)
	1-a)-iv	Dépenses <b>d'investissements</b> -- formation brute de capital fixe plus variation des stocks (investissement brut). L'investissement net s'obtient en déduisant la consommation de capital fixe.
	1-a)-v	<b>Versements des intérêts des emprunts</b> (y compris achats nets de terrains, loyers et redevances)
OCDE	2-	Recettes courantes des administrations publiques pour 1996 (% du P.I.B)
Situation des salariés au regard de l'impôt et des transferts sociaux 1995/1996 (OCDE, Édition de 1997)	2-a)	Versements d'impôts sur le revenu des personnes physiques célibataires en pourcentage des salaires bruts pour 1996 (Célibataire disposant d'un salaire unique égal à celui de l'ouvrier moyen)
	2-b)	Cotisations de sécurité sociale sur le revenu des personnes physiques en pourcentage des salaires bruts pour 1996 (Célibataire disposant d'un salaire unique égal à celui de l'ouvrier moyen)

	2-c)	Cotisation des employeurs en pourcentage au financement de la sécurité sociale pour chaque salarié (célibataire) disposant d'un salaire unique égal à l'ouvrier moyen pour 1996
	<b>B</b>	<b>Politiques en éducation</b>
Atlas, 1999	1-	Dépenses de l'éducation national en pourcentage du PNB pour 1996
Stratégie de l'OCDE pour l'emploi (Édition de 1998)	2-	Dépenses publiques en pourcentage du PIB pour la formation professionnelle du marché du travail
	<b>C</b>	<b>Santé</b>
OCDE	1	Pourcentage des dépenses publiques accordé en santé par rapport aux dépenses publiques totales pour 1996
	2	Proportion des dépenses publiques en santé par rapport au dépense total du P.I.B en santé
	3	Nombre de médecins pour 1000 habitants pour 1996
	<b>D</b>	<b>Nombre d'années depuis l'application d'une politique dans un domaine donné (2000 - âge de la première loi = nbannées)</b>
<i>Social Security Online</i> (É-U)	1	Vieillesse, invalidité, mort
	2	Maladie et maternité
	3	Accident de travail
	4	Assurance chômage
	5	Allocation familiale
	<b>2</b>	<b>Les résultats et les situations (Contexte social)</b>
	<b>A</b>	<b>Performance économique</b>
OCDE	1	Pourcentage total de la population active qui est au chômage pour 1997
	2	Chômage de longue durée (12 mois et plus) par rapport au chômage total pour 1997
	3	Croissance du Pib pour 1988-1998 (variation moyenne annuelle en volume %)
<i>Analytical Databank, OECD</i>	4	Taux d'emploi dans l'administration publique par rapport au taux d'emploi total pour 1995 (pourcentage)
ATLAS, 1999	5	Taux d'inflation pour 1996

Statistique de la population active : 1977-1997 (OCDE, 1999)		Taux d'activité des femmes pour 1997
	<b>B</b>	<b>La démographie</b>
OECD, Employment study 1998	1	Population active pour 1997 (pourcentage des travailleurs par rapport à la population résidente)
	2	Indice conjoncturel de fécondité (Nombre moyen d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans) pour 1996
Pour un monde solidaire (OCDE, 1999)	4	Âge des femmes à la naissance du premier enfant pour 1993
	<b>C</b>	<b>L'état de la santé</b>
UNICEF, 1997	1	Espérance de vie à la naissance, 1997
Pour un monde solidaire (OCDE, 1999)	2	Taux de mortalité infantile (décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes) pour 1995
	<b>D</b>	<b>L'état de l'éducation</b>
<i>Human development</i> 1999	1	Nombre de scientifiques et de techniciens qui font de la recherche et du développement de nouvelles connaissances et de l'application de celle-ci par 1000 habitants pour 1990-96
	<b>E</b>	<b>Participation politique</b>
<i>Human development</i> 1999	1	Pourcentage de la population qui ont voté aux dernières élections pour un parti politique représentant (lower or single house)
World development indicators database	2	Nombre de journaux lus quotidiennement par 1000 habitants pour 1990/1996
World employment report 1996-97 (International Labour Office, 1997)	3	Proportion des salariés qui font partie d'une organisation syndicale pour 1995
Knack et Keefer, 1997	4	Un indice sur le niveau de confiance envers son prochain